

négociations sur les FCE et voient se concrétiser la réduction de nos arsenaux.

Elles veulent toutefois éviter à tout prix que ces armes ne soient simplement transférées à d'autres Saddam Hussein en puissance.

Je ne propose pas ici que nous négociions une résolution sur le contrôle des armements dans le cadre de la présente réunion.

Ce que je propose, c'est que nous fassions savoir à nos concitoyens - ainsi qu'aux éventuels aventuriers - que l'accumulation massive d'armements est terminée.

Bien sûr, les pays ont le droit de s'armer adéquatement ainsi que de fabriquer et de vendre du matériel militaire.

Ce n'est pas toutefois pas cette question qui nous occupe. Nous sommes ici pour discuter des moyens de prévenir la création d'énormes déséquilibres militaires, déséquilibres qui menacent la paix, mettent en péril des vies humaines et détournent des sommes phénoménales qui pourraient être consacrées à d'autres problèmes urgents.

LES TRANSFERTS D'ARMES CONVENTIONNELLES

Les négociations sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), menées dans le cadre des objectifs de la CSCE, ont permis aux pays membres d'amorcer des réductions considérables des armes conventionnelles.

Cependant, les transferts d'armements, la surcapacité de production et de l'absence de transparence dans le commerce des armes continuent à poser des problèmes de taille.

À notre avis, il existe certaines questions, dont celle-ci, que le Conseil devrait examiner en priorité et qui, en raison de leur urgence, devraient, si possible, faire l'objet d'une déclaration politique.

J'ai récemment eu le plaisir d'assister à l'assemblée générale de l'Organisation des États américains où, pour la première fois, les 34 pays représentés étaient dirigés par des gouvernements démocratiques. Cette organisation, qui compte sur le leadership de l'Europe, s'est exprimée sur cette question dans une résolution.

Ici, dans cette tribune, je me réjouis de l'appui vigoureux que vous avez accordé à nos efforts, comme l'a exprimé l'Autriche.